

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOC DES ATELIERS LOUIS VUITTON

12 ROUTE DE LA BAIE
50220 Juilley

Références : 2026-132
Code AIOT : 0005304163

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement SOC DES ATELIERS LOUIS VUITTON implanté 12 ROUTE DE LA BAIE 50220 Juilley. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC DES ATELIERS LOUIS VUITTON
- 12 ROUTE DE LA BAIE 50220 Juilley
- Code AIOT : 0005304163
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Louis Vuitton exploite sur la commune de Juilley deux usines de fabrication de maroquinerie de luxe (sacs à main, sacs de voyage, etc.). Le premier établissement (site n° 1) est situé 12 route de la Baie et a été construit en 2001, tandis que le second établissement (site n° 2) est situé route de la Lande Martel et a été construit en 2003.

Le site n° 1 est utilisé pour la réception des peaux, le repérage des défauts (par digitalisation), la découpe et l'affinage des peaux.

Le site n° 2 est utilisé pour préparer les peaux et fabriquer les sacs. Une zone dédiée aux pièces détachées, à destination de toute la France, est également présente sur le site n° 2.

Les deux établissements emploient au total environ 770 personnes (site n° 1 : 320p. - site n° 2 : 450p.).

La présente inspection a concerné le site n° 1.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 16.8	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
3	Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
4	Registre, tests, maintenance et contrôles des moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action "coup de poing" régionale. Cette action vise à s'assurer que l'exploitant a une bonne connaissance du caractère opérationnel des moyens de défense incendie.

Les moyens de lutte contre l'incendie existants du site sont des moyens communaux, définis lors de l'instruction du dossier d'autorisation initial. Depuis l'inspection réalisée en 2025 sur le site n° 2, l'exploitant prévoit de mettre en place des réserves d'eau sur son site. Il a réalisé une nouvelle note de calcul D9 afin de dimensionner ses besoins en eau. Deux réserves souples, pour un volume total de 480 m³, sont prévues pour l'année 2026.

L'inspection des installations classées souligne la démarche et attend de l'exploitant la mise en place d'un suivi régulier une fois ces nouvelles réserves installées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2005, article 16.8
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : [...]

L'établissement dispose en toutes circonstances de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie, au débit minimal de 180 m³/h pendant 2 heures sous une pression de 1 bar.

[...]

L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présentés tels qu'ils sont décrits dans le dossier de demande d'autorisation. Ils doivent être maintenus en bon état.

[...]

Constats :

Les moyens incendie des sites des Ateliers Louis Vuitton à Juilley sont décrits dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site n° 2, comprenant des réserves communales situées en entrée des deux sites (d'un volume individuel de 120 m³) et de réserves situées au sein du bourg de Juilley.

Lors de l'inspection réalisée sur le site n° 2 en 2025, l'exploitant s'est engagé à réaliser une note de calcul selon le guide pratique D9 afin de mettre en place des réserves internes et assurer des moyens de lutte contre l'incendie adéquats au risque.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté les résultats de cette note de calcul, les besoins en eau pour le site n° 1 s'élevant à 420 m³, soit 210 m³/h pour deux heures. L'exploitant a programmé l'installation de deux réserves souples d'un volume unitaire de 240 m³ pour couvrir les besoins en eau du site. L'installation de ces réserves est prévue pour le courant de l'année 2026.

L'inspection des installations classées rappelle qu'une réception de ces réserves avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Manche est à réaliser pour établir une première reconnaissance opérationnelle et s'assurer de l'accessibilité des engins de secours. L'inspection précise également qu'au regard du nouveau calcul de dimensionnement, les prescriptions liées aux moyens incendie du site seront à reprendre dans le cadre d'un nouvel arrêté préfectoral complémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de s'assurer de la bonne réception

des réserves d'eau prévues sur l'année 2026, en collaboration avec le SDIS de la Manche.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Plan des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Thème(s) : Risques accidentels, M

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- les plans, en particulier, pour les installations concernées ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;

...

- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté;

Constats :

L'exploitant présente le plan des moyens incendie qu'il a transmis au SDIS de la Manche dans le cadre du suivi du site. Ce plan comprend l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie présents à l'intérieur du bâtiment (extincteurs, RIA, porte coupe-feu, déclencheur manuel d'alarme, centrale incendie, ...).

Le plan des moyens incendie disponibles sur le site est affiché dans les lieux de passage (entrée) et dans chaque atelier. Les moyens incendie sont également repérables aisément, une large bande rouge étant peinte au niveau de chaque extincteur et chaque RIA sur une hauteur suffisante pour être visible depuis l'ensemble de l'atelier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, M

Prescription contrôlée :

Moyens d'intervention en cas d'accident.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

<p>Constats :</p> <p>Comme évoqué au point n° 1, la mise en place de deux réserves d'eau d'un volume unitaire de 240 m³ est prévu sur l'année 2026. Ces volumes couvriront les besoins en eau du site au regard de la note de calcul D9 réalisée par l'exploitant.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant la nécessité de s'assurer de l'accessibilité à ces réserves d'eau, par le biais d'un zonage d'interdiction de stationnement et des panneaux d'affichage et du bon entretien des équipements (poteaux d'aspiration notamment).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de s'assurer, pour la réception des réserves d'eau par le SDIS de la Manche, que les réserves restent accessibles et correctement signalées (marquage d'interdiction de stationner et panneaux d'affichage).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Registre, tests, maintenance et contrôles des moyens de lutte incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, M</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant les réserves d'eau, l'inspection des installations classées rappelle qu'un entretien régulier devra être mis en œuvre.</p> <p>Concernant les moyens de lutte au sein du bâtiment (extincteurs, RIA, ...), l'exploitant a présenté les derniers rapports Q4 (extincteurs) et Q5 (RIA). Aucune observation n'est à relever dans le dernier rapport Q4, tandis que des observations mineures sont relevées dans le dernier rapport Q5. L'exploitant dispose d'un outil de suivi pour lever les non-conformités / observations sur le site. Il a présenté, à la suite de l'inspection, un extrait de cet outil pour les observations réalisées sur le rapport Q5.</p> <p><i>Remarque : un certificat Q5 est un compte-rendu de vérification des robinets d'incendie armés établi sur la base d'un référentiel de l'APSAD (assemblée plénière de sociétés d'assurances dommages). Un certificat Q4 est un compte-rendu de vérification des extincteurs portatifs et mobiles.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

